

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

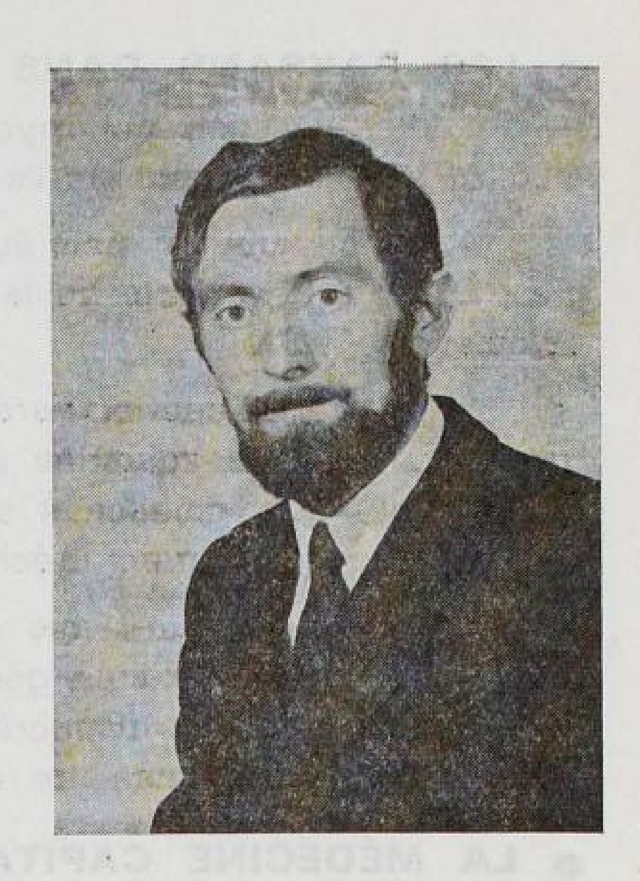
DÉPARTEMENT des DEUX-SÈVRES

Elections Législatives

du 4 Mars 1973

Circonscription de NIORT - MELLE

CANDIDATURE du
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Citoyennes, Citoyens,

De SAUZE à MAUZE en passant par NIORT, la population laborieuse de la circonscription est tout entière victime du système capitaliste qui anime le régime politique que nous subissons.

D'une part, la classe ouvrière et les paysans prolétarisés sont acculés partout à brader leur force de travail pour le seul profit d'une minorité de patrons et de propriétaires.

D'autre part, notre population, comme celle de toute la moitié ouest de la France est soumise à la concentration du capital : pour trouver un emploi, il faut quitter la ferme, la commune, la région...

C'est **l'exploitation des travailleurs par les capitalistes qui tiennent toutes les ficelles du pouvoir politique.** Le développement de leur profit fait grandir leur pouvoir sur nous. Pour contenir ou étouffer nos possibilités de révolte, ils nous assurent un minimun de rémunération, ils font peser sur nous la menace de leur répression.

ÇA SUFFIT !

● LES LUTTES OUVRIÈRES

Rappelons-nous les grèves de juin 70 dans la région : MELLE, la SHEBY, POUJOULAT, l'Avenir des Menuisiers, BILLARD, ARCHAIMBAULT, à l'EDAC, aux NOUVELLES GALERIES, chez CLOCHARD, à la SHEBY encore...

Ces luttes ont une signification politique profonde. Derrière les revendications d'augmentation de salaire, d'amélioration des conditions de travail, du droit au travail, c'est le régime politique qui est mis en cause. Nous voulons vivre autrement, être responsable et libre dans notre travail, le décider, l'organiser, le gérer NOUS-MÊMES en fonction des besoins de la collectivité. Cela dans le cadre d'un plan, établi démocratiquement, dont l'objectif ne sera plus le profit mais la satisfaction des besoins et des désirs des hommes.

Le silence des travailleurs n'est pas le signe que ça va mieux chez eux. Demandons aux travailleuses de chez SIMMONET, SUIRE, SANDEFO, RADAR, EUROMARCHÉ, HY-NA... Leur silence est plutôt celui de la peur que celui de la satisfaction. Qui ose bouger met le profit en question : il sera mis dehors. Que penser de ce régime policier qui maintient les travailleurs en esclavage ? En effet c'est bien leur liberté qu'on étouffe : liberté de penser, de parler, liberté de s'organiser collectivement. On peut dire que de nombreuses entreprises sont les nouvelles prisons du régime capitaliste.

La sécurité de l'emploi est menacée : GUERIN, la RAMO, DÉROIDE. Les patrons n'hésitent pas à licencier une, vingt ou trente personnes pour sauvegarder profit et autorité. Les lois du régime sont faites de telle façon que devant la justice (de classe) ils ont raison ; seule l'action des travailleurs peut les faire reculer.

Qui d'entre nous n'a jamais réagi contre l'organisation de type militaire des entreprises : du général au 2me classe, chacun est soumis disciplinairement à son supérieur direct, prêt à infliger la sanction prévue en cas d'indiscipline.

C'est à ce système hiérarchique qu'est lié directement l'inégalité des salaires, inégalité scandaleuse à l'intérieur des entreprises, entre les entreprises. Selon que vous êtes OS ou cadre, votre droit de vivre (lié au salaire) est différent et les avantages sociaux aussi. Disparité encore entre notre région sous-développée et les grands centres de productions, plus particulièrement la région parisienne.

LES PAYSANS DANS LA LUTTE DES CLASSES

Les paysans qui croyaient hier qu'ils n'avaient rien de commun avec la classe ouvrière, prennent aujourd'hui conscience qu'ils sont partie prenante dans la lutte des classes.

Si un ouvrier peut être licencié, un fermier peut être évincé de sa terre. Dans les deux cas c'est au nom des droits de la propriété. Sauf, bien sûr, quand il s'agit de prétendus intérêts collectifs, comme à AVON.

Le travail des ouvriers produit une plus-value confisquée par le patronat ; le revenu des paysans est laminé par les industries agro-alimentaires. Les coopératives, menées par les notables, ne peuvent pas assurer leur vocation et sont des rouages du système capitaliste. Notre société ne peut, en effet, tolérer ceux qui tentent d'échapper à la loi du profit.

Pourquoi faut-il que les paysans restent des propriétaires ? Est-ce que c'est pour avoir à racheter la terre à chaque génération ? Nous ne voulons pas de nationalisations bureaucratiques mais que des conseils élus démocratiquement par les paysans concernés, gèrent tous les moyens de productions de transformations, de distribution et d'échange.

LA MÉDECINE CAPITALISTE NE SOIGNE PAS LES TRAVAILLEURS : ...ELLE LES RÉPARE !

Il n'y a pas de médecine préventive sérieuse à la portée des travailleurs : on répare seulement leur force de travail.

La santé est un secteur en or puisque le consommateur est acculé à consommer.

Aux cliniques privées les interventions banales et rentables ; aux hôpitaux les cas difficiles et dificitaires. Et vive la concurrence !

L'ÉCOLE NE LIBÈRE PAS

La vieille gauche a cru le contraire. En fait, la fonction de l'école est double : elle prépare des travailleurs dont les connaissances et l'état d'esprit correspondent aux besoins du capitalisme. Il lui faut des gens qui aient l'esprit de compétition, qui acceptent d'être commandés et trouvent normal l'existence des hiérarchies.

Ajoutons que le contenu de l'enseignement permet de favoriser très tôt les enfants de la bourgeoisie dont la proportion augmente au fur et à mesure qu'on avance dans la scolarité.

QUI COMMANDE DANS LES COMMUNES

L'État fait constamment intrusion dans les affaires des collectivités locales. Sa mainmise repose sur une fiscalité vieillote et inéfficace qui ne permet, ni aux communes ni aux départements d'avoir assez d'argent, ni de choisir quelle classe paiera le plus d'impôts. De plus, trop de citoyens ont accepté le mensonge de la bourgeoisie qui dit que ces problèmes ne sont pas politiques et qu'il convient de laisser ces choses aux mains de notables "compétents".

Ces notables se transforment alors en mendiants de la Préfecture qui leur distribue les subventions de l'État centralisé.

LE BULLETIN DE VOTE NE SUFFIT PAS

Les changements nécessaires à l'entrée dans une société socialiste ne peuvent s'obtenir par le bulletin de vote. La conquête du pouvoir sera le résultat de l'action des travailleurs : nul député ne peut faire la Révolution par procuration. En votant pour les candidats du **P.S.U.** *vous ne démissionnez pas : vous affirmez votre volonté de prendre en main vos propres affaires. Nous n'avons pas l'intention de décider à votre place. Nous savons que rien ne se fera sans la lutte des ouvriers, des paysans et de ceux qui se rangeront à leurs côtés.*

POUR LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS...

Votez : **Jean-Marie CHARPENTIER**

Directeur d'Organisme Agricole - Conseiller Municipal de Celles-s/Belle

Suppléant : **Louis TIGNON**

Ouvrier d'Industrie Chimique

Vu : Le Candidat.

IMPRIMERIE COGNAÇAISE
53, Rue de Barbezieux 16 COGNAC